

Marchés du travail : dérégulation ou modernisation négociée?

Prof. Dr. Gerhard BOSCH
Institut Arbeit und Technik – Gelsenkirchen / Duisbourg

La globalisation de l'économie qui conduit à une certaine homogénéisation des relations sociales et la diversification de nos modèles sociaux et de marchés de travail constituent deux changements majeurs.

La montée des inégalités est plus forte dans les pays qui ont procédé à une dérégulation (USA, UK, France) que dans les pays (européens) qui ont conservé des systèmes de négociation collective forts qui stabilisent les écarts de revenus.

I. Avons-nous besoin de plus d'inégalité pour atteindre le plein emploi ?

Du fait de cette divergence au sein des pays industrialisés, le débat sur le plein emploi est devenu de plus en plus controversé.

- Existe-t-il une relation positive entre la dérégulation du marché du travail et le plein emploi ?
- D'aucuns opposent inégalités américaines et chômage européen.
- Cette question nécessite donc un diagnostic approfondi.

II. Le diagnostic : l'absence de lien entre dérégulation et plein emploi

Des études menées par l'OCDE et la Commission sur ce sujet ont démontré une relation significative entre faibles revenus et chômage et entre hauts revenus et haut niveau d'emploi.

Trois arguments majeurs corroborent ce diagnostic :

1. La faiblesse du chômage américain ne résulte pas de la dérégulation du marché du travail, mais d'autres facteurs plus déterminants (politique fiscale expansive, politique monétaire favorable à l'employeur, consommation intérieure forte, propension à l'épargne négative, investissement en Recherche et Développement et dans les technologies de pointe).
2. Lorsque les salaires baissent, la motivation baisse également et l'investissement dans le capital humain est moindre. Le chômage est donc plus important dans des pays à bas salaires.
3. Les pays, ayant une forte culture de négociation collective, disposent d'instruments de politique économique spécifiques permettant une redistribution du travail, une réorganisation consensuelle du travail et une amélioration de la formation professionnelle.

III. L'innovation des forces productives fondée sur la convention collective et sur la négociation

Le retour au plein emploi n'est pas concevable sans croissance et sans politique macroéconomique adaptée, cependant ces politiques doivent être accompagnées d'autres mesures.

1. L'innovation

Une croissance soutenue nécessite le développement de nouveaux produits et de nouveaux processus de production.

Dans la nouvelle économie de la connaissance, les innovations de demain seront le fruit des activités de Recherche et Développement. Or, l'investissement dans ce domaine varie selon les pays de l'OCDE. La Suède et la Finlande sont les champions du monde en termes d'investissement en R&D et misent sur l'innovation. Or, les pays nordiques récoltent maintenant le fruit de leurs efforts et sont les plus avancés sur la voie de la société de l'information.

2. La formation

Ce potentiel d'innovation technique engendré par la recherche nécessite également une main d'œuvre qualifiée.

Dans les pays ayant de fortes inégalités salariales, les inégalités en matière de formation sont également grandes, alors que dans les pays à faibles inégalités salariales, l'investissement dans l'éducation et la formation est plus important et cela a un impact sur l'organisation du travail.

En Allemagne, cette structure de formation professionnelle est le résultat d'accords entre les partenaires sociaux. Ces accords ont permis de réduire la part des jeunes non qualifiés et du chômage des jeunes par un investissement très précoce dans leur formation. C'est pourquoi le taux de chômage des jeunes est plus faible en Allemagne que dans les autres pays.

3. L'organisation du travail

L'organisation du travail est l'interface clé entre les systèmes techniques et la qualification.

Dans les pays à culture de négociation, les intérêts des entreprises et des salariés peuvent être mieux connus et acceptés. Les conditions de travail peuvent être améliorées en favorisant le développement de la formation continue et la promotion de l'apprentissage.

4. La redistribution du travail

Les temps de travail divergent en Europe.

Dans les pays aux marchés dérégulés comme la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, le temps de travail a augmenté, conséquence de la non-négociation de conventions collective et aussi de la baisse des revenus.

A l'inverse, le temps de travail a fortement baissé au Danemark et en Allemagne. Cela correspond aux souhaits des travailleurs européens (hommes et femmes) comme le montre une étude de la Fondation européenne de Dublin. Nous devons créer les conditions pour que ces choix soient pris en compte.

Conclusion

Pour rétablir le plein emploi, il existe donc plusieurs modèles. Cet objectif ne nécessite pas l'invention d'un modèle social européen, mais son renouveau.

Il faut développer l'innovation dans le domaine productif mais aussi dans le domaine social en répartissant la redistribution entre les sexes.

Souveraineté et politique de l'emploi en Europe

Jean-Paul FITOUSSI
Président de l'OFCE, Paris

Je vais tenter de placer mon exposé sous le signe de la démocratie, de l'Europe et de la souveraineté.

I. Le choix des critères

Les critères généralement retenus pour juger du bien-fondé d'une réforme sont des critères d'efficacité économique. Or, la politique sociale n'est pas un simple appendice de la politique économique tant elle est consubstantielle de la démocratie. J'estime qu'il faut renverser radicalement la hiérarchie de nos critères entre marché et démocratie.

Les réformes généralement proposées ont pour objectif de répartir de façon plus équitable la précarité provenant de la mondialisation et des progrès techniques et de réduire le coût de la protection sociale afin d'accroître l'offre. Or, ces deux objectifs ne sont pas de nature à renforcer l'adhésion démocratique et la généralisation de la précarité ne fait pas l'assentiment.

La notion de modèle de pays insiste sur les différences nationales. Cependant la perpétuation d'un chômage de masse a créé un certain désarroi intellectuel qui conduit à ériger un modèle particulier selon les périodes. Or, chaque expérience de pays est singulière. Elle s'inscrit dans une tradition, une culture, un système anthropologique spécifique. Interdire la diversité de ces choix réduirait l'espace de la démocratie. La recherche de recettes universelles se fondant sur de meilleures pratiques est pourtant à l'ordre du jour en Europe. Mais là encore tout dépend des critères retenus pour décider des meilleures pratiques.

Le moment est venu de former une plus grande ambition pour l'Europe sociale. Cette conviction est assise sur deux récentes études économiques qui ont montré que le capitalisme savait s'accommoder de la diversité des formes institutionnelles. Il est donc temps de réfléchir différemment à la réforme structurelle. Cette réforme reste nécessaire, mais elle doit également correspondre aux désirs des populations.